

2010
Mitec Telecom Inc.
Rapport du Deuxième Trimestre
Pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2009



Rapport de gestion

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société ») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») destinés aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La Société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet, permettant ainsi la communication vers les usagers finaux partout à travers le monde. Établie à Montréal, au Canada, la Société exploite également des installations aux États-Unis et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 octobre 2009 (deuxième trimestre de l'exercice 2010). Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009 en comparaison avec le trimestre terminé le 31 octobre 2008 (deuxième trimestre de l'exercice 2009) et pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2009 en comparaison avec la période terminée le 31 octobre 2008.

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés intermédiaires pour la période terminée le 31 octobre 2009 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activités et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2009. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible au 1er décembre 2009. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme «anticiper», «prévoir», «estimer», «évaluer», «projeter», «planifier» et «croire». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique «Risques et incertitudes» de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de notre notice annuelle datée du 28 juillet 2009.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Avant leur publication, les états financiers consolidés intermédiaires de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

PROFIL

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications sans-fil («Télécommunications») et les communications par satellite et terrestres («Communications par satellite»).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données ainsi que certaines composantes-clés des communications multimédias qui connaissent présentement une croissance sans précédent.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne (« TTPO »). Le secteur génère aussi des produits de ses applications reliées aux amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide (« SSPA »), composées de plusieurs propriétés intellectuelles et protégées par des brevets, principalement pour les communications des gouvernements, des principales firmes d'intégration des communications militaires ainsi que les systèmes radar.

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance future reliée au marché des télécommunications encore à un stade de premier développement. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

La Société possède définitivement un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leurs intégration physiques et électriques.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, au Canada et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et à Poway (États-Unis). Au 31 octobre 2009, la Société comptait 282 employés à l'échelle mondiale.

FAITS SAILLANTS

Le 29 octobre 2009, Mitec a annoncé qu'elle avait conclu un placement privé sous forme de débentures convertibles. Des actionnaires nouveaux et actuels de Mitec, notamment les plus importants investisseurs institutionnels de la Société, ont pris part au financement. Le produit de ces débentures a été utilisé principalement à rembourser un montant de 1,4 millions \$ de débentures convertibles qui venaient à échéance le 17 octobre 2009 et pour augmenter le fonds de roulement. Les débentures sont convertibles en actions ordinaires de Mitec au montant de 0,06 \$ par action ordinaire et portent intérêt à 12 % par année pour une période de deux ans.

Le 26 octobre 2009, Mitec a annoncé qu'elle a débuté la livraison d'un nouvel amplificateur d'impulsions à haute puissance conçu pour un client du secteur militaire des États-Unis dans le cadre d'un important programme de communications. Les premières livraisons d'une valeur de plus de 400 000 \$ mettent à contribution la filiale de la Société, Keragis. Les programmes militaires de ce genre se déroulent habituellement sur une période de temps considérable et génèrent des produits prévisibles à marge brute élevée.

Le 21 octobre 2009, Mitec a annoncé qu'elle avait prorogé l'échéance de 4 650 000 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 18 octobre 2006 (originellement prorogée le 3 octobre 2008, et une seconde fois le 16 mars 2009 à un prix d'exercice de 0,10 \$) et de 18 952 279 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 30 mars 2007 (originellement prorogée le 16 mars 2009 à un prix d'exercice de 0,22 \$) de douze mois additionnels, soit jusqu'au 30 octobre 2010.

Le 17 septembre 2009, la Société a annoncé qu'elle avait signé une lettre d'intention dans le but d'acheter la totalité des actions émises et en circulation d'une société privée nord-américaine qui offre de l'équipement sans fil à d'importants fournisseurs d'équipement de télécommunications partout dans le monde. L'acquisition devrait être conclue à l'automne de 2009.

Le 27 août 2009, la Société a annoncé qu'elle avait obtenu deux nouvelles commandes d'un client d'Afrique pour des équipements de sa nouvelle gamme de produits récemment lancée de « Block convertisseur-élévateur MTX » pour TTPO, qui permettent d'augmenter la couverture des réseaux de téléphonie. Mitec a aussi reçu une commande pour un réseau commuté d'une grande station terrienne de télécommunication, lequel sera utilisé dans le cadre d'un programme d'expansion d'une liaison satellitaire de type montante en Asie.

Le 6 août 2009, la Société a annoncé qu'elle avait développé une nouvelle stratégie très attrayante à l'intention des entreprises de télécommunications qui cherchent à améliorer la bande passante de leur réseau tout en réduisant leurs frais d'exploitation. Le projet a bénéficié des dernières percées technologiques de la Société afin de permettre la mise à niveau d'un réseau de communications existant qui faisait face à des problèmes de performance. Les produits de Mitec ont permis de régler ces problèmes et, grâce au support de l'équipe de Dryden Municipal Telephone System/Dryden Mobility, ont démontré avec succès que les réseaux existants pouvaient faire l'objet de mise à niveau et rencontrer les exigences les plus sévères des utilisateurs actuels du sans-fil d'aujourd'hui. Selon une étude de marché récente, il y a plus d'un milliard de villes de ce genre en Amérique du Nord qui pourraient profiter de cette solution innovatrice de Mitec. Cette mise à niveau représente un nouveau débouché majeur auprès des compagnies de télécommunications indépendantes et permet d'enrayer les pertes de couverture causées par des problèmes liés à une infrastructure de télécommunication inadéquate.

Le 29 juillet 2009, la Société a annoncé des engagements de la part de clients visant la technologie brevetée SSPA de Keragis qui devraient totaliser près de 3 M\$ CA, dont un bon de commande de 700 000 \$ US du département de la Défense des États-Unis. De plus, Mitec s'est

qualifié pour participer à un programme de 2 M\$ US piloté par un important intégrateur de systèmes américain œuvrant également dans le domaine des communications militaires.

Le 26 mai 2009, la Société a lancé un nouveau site Web en mandarin. Ce nouveau site Web démontre l'engagement de Mitec à servir le marché chinois, puisqu'il permettra à la Société d'offrir ces services beaucoup plus efficacement à l'échelle locale.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant obtenu à partir des états financiers trimestriels non vérifiés de la Société présente les principales informations financières pour chacun des huit derniers trimestres :

<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	2010				2009		2008	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T3	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Chiffre d'affaires	7 198	6 707	6 927	7 922	10 568	14 931	10 766	9 829
Bénéfice brut	817	1 035	1 083	1 897	2 366	3 166	2 399	1 959
Frais de recherche et développement	678	1 064	1 122	1 039	1 136	1 013	1 300	1 041
Frais de vente et d'administration	1 647	1 260	1 891	1 430	1 714	1 534	1 577	1 563
Profit net (perte nette)	(1 837)	(2 069)	(3 108)	(360)	(1 195)	55	(1 751)	(1 352)
Résultat par action – de base et dilué								
- Profit net (perte nette)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,00)	(0,01)	0,00	(0,01)	(0,01)
Total de l'actif	26 585	29 118	30 321	36 244	39 230	44 027	40 043	40 602
Dette à long terme	955	1 316	1 215	1 116	1 057	1 067	1 124	1 464
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	2 458	3 344	4 666	4 040	5 255	3 324	4 861	5 164

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 octobre se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	2 003	4 073	5 196	6 495	7 198	10 568
Coût des produits vendus	2 050	3 502	4 330	4 700	6 381	8 202
Bénéfice brut (perte brute)	(48)	571	865	1 795	817	2 366

Les informations pour chaque secteur pour les six mois terminés les 31 octobre se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	4 190	14 467	9 715	11 032	13 905	25 499
Coût des produits vendus	4 101	11 811	7 952	8 156	12 053	19 967
Bénéfice brut	90	2 656	1 763	2 876	1 852	5 532

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DE LA PÉRIODE DE SIX MOIS SE TERMINANT LE 31 OCTOBRE 2009

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour du deuxième trimestre de l'exercice 2010 a atteint 7,2 millions \$, soit une diminution de 32 % par rapport à la même période il y a un an. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est due entre autre à la réduction, récemment anticipée, des ventes réalisées aux clients principaux OEM et à la réduction des dépenses en immobilisations que connaît l'industrie suite aux conditions économiques actuelles.

En réponse à la crise économique globale qui a commencé en 2008 et aux changements sans précédent qu'a connu l'économie mondiale et qui a affecté les principaux fournisseurs d'infrastructures globales, la Société avait annoncé que les ventes à ses clients OEM seraient largement affectées en 2009 et avait rapidement recentré sa stratégie afin de mieux desservir les opportunités des marchés spécialisés de niche autant pour les secteurs du sans fil que des communications par satellite qui pourraient présenter des revenus plus déterminables ainsi qu'une rentabilité soutenue.

Conséquemment, durant le présent trimestre, la Société a introduit une nouvelle gamme de produits de solutions de couverture sur le marché des opérateurs nord américains de réseaux sans fil. Le lancement de ces produits, combiné avec les premières ventes commerciales de SSPA par Keragis sur le marché militaire ont contribué à réduire l'impact de la baisse des dépenses en infrastructure suite à la récession économique et continueront de permettre à la Société de réaliser ses objectifs financiers.

Les livraisons du secteur Télécommunications, qui a généré 2,0 millions \$ du total des produits d'exploitation, ont diminué de 2,1 millions \$, durant le deuxième trimestre, comparativement à la même période l'année précédente, mais ont été comparables avec les revenus enregistrés au trimestre précédent terminé le 31 juillet 2009. Dans le cadre de sa stratégie à long terme et afin d'atténuer les effets des conditions économiques qui ont débuté en 2008, la Société avait prévu une diminution des ventes OEM pour l'année fiscale 2010 et avait commencé à analyser comment sa gamme de produits de solutions de couverture pourrait résoudre les besoins spécifiques au niveau des opérateurs de télécom, identifié alors comme un secteur en croissance de l'industrie. Le résultat de cette analyse a été le lancement de nouveaux produits pour le marché nord-américain des opérateurs de réseaux de télécommunications, comme une nouvelle génération d'amplificateurs qui améliorent la vitesse, la capacité, la bande passante et la fiabilité des réseaux pour les périphériques sans fil. La Société a également ciblé les secteurs sans fil fixe et mobile comme les zones de croissance de l'industrie et a développé sa propre suite de produits pour ces marchés et de plus étudié d'autres moyens d'accroître sa présence dans ce domaine en proposant une solution plus intégrée à sa clientèle. La Société a l'intention de devenir un fournisseur dominant dans les marchés des opérateurs télécom et des marchés sans fil fixe et mobile.

Les livraisons du secteur Communications par satellite, qui a généré 5,2 millions \$ du total des produits d'exploitation, ont diminué de 1,3 millions \$ durant le deuxième trimestre comparativement à la même période l'année précédente. La baisse est attribuable à un niveau

plus faible que prévu des ventes en aux intégrateurs de systèmes satellites en Amérique du Nord. Le lancement d'une nouvelle ligne de produits MTX de sa gamme VSAT combiné avec les premières ventes commerciales de sa technologie SSPA pour le secteur militaire par Keragis ont contribué à atténuer la baisse des dépenses en raison de la récession économique mondiale des infrastructures. Alors que les marges brutes associées aux nouveaux produits sont affectées lors de la phase d'introduction, la Société prévoit qu'ils s'amélioreront au fur et à mesure que ses lignes de produits deviendront reconnus et que le flux de commande de ses clients atteindra les niveaux prévus, ce qui permettra à la Société d'atteindre ses objectifs financiers. La Société a également identifié que le marché militaire est intéressé à explorer des possibilités supplémentaires d'utilisation de sa technologie SSPA que ce soit par le biais de relations stratégiques avec le gouvernement ou bien avec le secteur privé.

(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)

	2010				2009		2008	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	2 003	2 188	2 206	3 101	4 073	10 394	5 360	4 362
% du total des produits	27,8%	32,6%	31,8%	39,1%	38,5%	69,6%	49,8%	44,4%
Communications par satellite	5 196	4 519	4 721	4 821	6 495	4 537	5 406	5 467
% du total des produits	72,2%	67,4%	68,2%	60,9%	61,5%	30,4%	50,2%	55,6%

Pour la période de six mois se terminant le 31 octobre 2009, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 13,9 millions \$, soit une diminution de 45 % par rapport à la même période il y a un an. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est due entre autre à la réduction rapide de la demande par ses clients OEM en réaction aux conditions économiques difficiles. La Société a commencé à démontrer que ses nouveaux produits s'adressant à des grands marchés reconnus de niche permettront de répondre à la majorité des problèmes que ses clients ont à faire face.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010 s'élevait à 0,8 million \$, une baisse de 1,5 millions \$ comparativement aux 2,4 millions \$ enregistrés au deuxième trimestre de l'exercice 2009.

Le bénéfice brut pour le secteur Télécommunications a été de 0,1 million \$ négatif pour le second trimestre de l'année fiscale 2010, une diminution de 0,6 million \$ comparativement au même trimestre de l'année dernière. En raison d'une plus grande part des ventes OEM nécessitant une part supérieure d'approvisionnements externes et de matériaux de base, il y a eu un impact négatif supplémentaire sur la marge brute en raison de la baisse du dollar américain par rapport au dollar canadien relativement aux taux de change sur les fournitures nécessaires pour la fabrication du produit puisque la majorité des ventes de Mitec sont libellées en devises étrangères et que les fournitures et les matériaux sont achetés en dollars canadiens. Bien que la Société ait pu être en mesure de mettre en œuvre un programme de contrôle des dépenses au cours du trimestre, le bénéfice brut a été affecté négativement par un taux inférieur d'absorption de ses coûts fixes de fabrication causé par la rapide réduction des commandes provoquée par une récession mondiale.

Malgré cette conjoncture économique, la Société a poursuivi son programme de déploiement de nouveaux produits et priorisé la mise en marché de sa gamme de produits de couverture pour les opérateurs du secteur des communications sans fils, initialement en Amérique du nord. L'introduction de ces nouveaux produits est associée à des marges bénéficiaires plus faibles en raison de plusieurs facteurs tels que les coûts initiaux de rodage de ses lignes d'assemblage, les coûts additionnels de faible volume, les coûts d'organisation de la ligne d'approvisionnement, qui toutefois, lorsqu'optimisés, seront corrigés.

Les nouveaux clients continuent à explorer ces nouveaux produits avec la Société et l'équipe de direction est convaincue que ces opportunités de marché généreront un intérêt suffisant de l'industrie pour générer des niveaux de marge brute acceptables et optimisés. La marge brute a été également touchée par un frais non récurrent unique relatif à des coûts de garantie.

Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite s'est élevé à 0,9 million \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2010, soit une baisse de 0,9 million \$ pour le même trimestre de l'année précédente. La diminution a été le résultat d'un certain nombre de facteurs, notamment l'absorption inférieure des frais généraux de fabrication en raison de revenus moindres, l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain (qui est la monnaie dominante dans lequel la Société génère des revenus), une plus grande proportion des ventes dans le secteur Legacy comportant un pourcentage plus élevé de matériel et le lancement de la nouvelle ligne MTX qui a atteint un niveau de production relativement importants dans un court laps de temps sans pouvoir bénéficier des économies à grande échelle ou d'optimisation. Le bénéfice brut du secteur militaire a été conforme aux attentes.

<i>(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)</i>	2010				2009		2008	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	(48)	138	(166)	382	571	2 087	903	867
% du total des produits	(2,4%)	6,3%	(7,5%)	12,3%	14,0%	20,1%	16,8%	19,9%
Communications par satellite	865	897	1 247	1 515	1 795	1 081	1 496	1 091
% du total des produits	16,6%	19,8%	26,4%	31,4%	27,6%	23,8%	27,7%	20,0%

Pour la période de six mois se terminant le 31 octobre 2009, le bénéfice brut total s'élevait à 1,9 millions \$, ou 13 % de ses ventes, comparativement aux 5,5 millions \$, ou 22 %, enregistrés durant la période de six mois de l'exercice précédent. Le bénéfice brut du secteur Télécommunications a été de 0,1 million \$, ou 2 % des ventes, au cours des premiers six mois du présent exercice financier par rapport au bénéfice brut de 2,7 millions \$ ou 18 % pour la même période l'an dernier. Pour les six mois, le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a baissé à 1,8 millions \$, ou 18 %, par rapport au 2,9 millions \$ ou 26 % des ventes du secteur Communications par satellite réalisées l'année précédente.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R&D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010 étaient de 0,7 million \$, une diminution de 40 % par rapport au niveau de dépenses de 1,1 millions \$ enregistré au deuxième trimestre de 2009. La réduction des frais est liée à l'achèvement de certains projets de R&D et la commercialisation des produits qui en découlent. La Société a continué de supporter sa croissance et n'a pas réduit ses investissements en R&D dans chacune de ses lignes de produits afin de promouvoir la disponibilité de ses nouveaux produits destinés aux opérateurs de réseaux de télécommunications ainsi qu'à l'industrie des télécommunications sans fil, mobile et fixes. La Société a aussi poursuivi ses efforts de développement de produits de programmes clés pour les marchés reliés aux TTPO ainsi qu'aux programmes militaires américains et permettront à Mitec de maintenir son avance sur ses concurrents. Pour la période de six mois se terminant le 31 octobre 2009, les dépenses totales de R&D ont atteint 1,7 millions \$ représentant 12,5 % des ventes totales comparativement à 3,2 millions \$ ou 12,7 % des ventes pour la même période de l'année précédente.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010 s'élevaient à 1,6 millions \$, soit une diminution de 4 % lorsque comparés aux 1,7 millions \$

encourus durant le deuxième trimestre de 2009. La diminution est reliée à la compression des dépenses administratives et à une réduction des commissions et d'autres frais de vente variables. Pour la période de six mois se terminant le 31 octobre 2009, les frais de vente et d'administration s'élevaient à 2,9 millions \$, soit une diminution de 14 % comparativement à 3,2 millions \$ pour la même période l'année précédente.

Perte nette

La perte nette pour le deuxième trimestre de l'exercice 2010 s'est établie à 1,8 millions \$, ou 0,01 \$ par action, comparativement à une perte de 1,2 millions \$, ou 0,01 \$ par action pour le même trimestre de l'exercice 2009. La perte de Mitec pour ce trimestre est principalement attribuable à une récession mondiale sans précédent qui a résulté en une réduction immédiate de la demande pour les produits de télécommunications partout dans le monde ainsi qu'au report des dépenses en capital suite à la crise de liquidités; ces éléments combinés ont impacté sérieusement le déploiement d'infrastructures de télécommunications

Bénéfice avant intérêts, impôts, taxes et amortissement

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR du Canada, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels, des charges reportés et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la dette bancaire et sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant des ses activités d'exploitation de manière à présenter l'impact du gain (perte) de change et de la rémunération à base d'actions. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR du Canada et peut ne pas être comparable à ceux présentés par d'autres corporations.

Le tableau de la page suivante présente le rapprochement entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres. Il présente également le BAIIA ajusté.

	2010		2009			2008	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T3
(En milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette)	(1 837)	(2 069)	(3 108)	(360)	(1 195)	55	(1 352)
Impôts sur les bénéfices	(39)	(39)	(523)	(89)	(14)	(14)	—
Amortissement, perte sur disposition et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, des charges reportées et des placements	370	464	2 214	515	972	753	1 248
Intérêts	109	31	27	(1)	65	37	302
BAIIA	(1 397)	(1 583)	(1 390)	65	(172)	831	198
Effet des gains ou pertes de change et de la rémunération à base d'actions	42	469	(425)	(673)	(95)	94	(297)
BAIIA ajusté	(1 355)	(1 114)	(1 815)	(608)	(267)	925	(99)

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Variations des résultats d'exploitation

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont diminué de 3,7 millions \$ passant de 2,2 millions \$ enregistrés au deuxième trimestre de l'année précédente à un montant négatif de 1,4 millions \$ pour le trimestre courant. Durant le second trimestre de l'année précédente, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation avaient été positivement impactés par la

variation des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation suite au large niveau de ventes du trimestre précédent. Pour la période de six mois se terminant le 31 octobre 2009, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation s'élevaient de 2,2 millions \$, ou un changement de 3,2 millions \$, comparativement aux flux de trésorerie de 0,9 million \$ enregistré durant la même période l'année précédente.

Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont élevés à 0,1 million \$ pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2009 en raison de l'achat d'équipements réalisé au cours de l'exercice. Durant le deuxième trimestre de l'exercice 2009, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement représentaient un montant de 0,2 million \$ pour la même raison. Pour la période de six mois se terminant le 31 octobre 2009, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 0,3 million \$ comparativement à un flux de trésorerie déficitaire de 0,3 million \$ enregistré durant la même période l'année précédente.

Flux de trésorerie de financement

La Société a conclu un placement privé sous forme de débentures convertibles dont le produit net a été de 1,7 millions \$ durant le trimestre terminé le 31 octobre 2009. Le produit de ces débentures a été utilisé principalement à rembourser un montant de 1,4 millions \$ de débentures convertibles qui venaient à échéance en octobre et pour augmenter le fonds de roulement. Les débentures sont convertibles en actions ordinaires de Mitec au montant de 0,06 \$ par action ordinaire et portent intérêt à 12 % par année pour une période de deux ans. Durant le trimestre correspondant de l'année précédente, les activités de financement avaient occasionné des sorties de fonds de 0,2 million \$ découlant de remboursements sur la dette à long-terme. Pour la période de six mois se terminant le 31 octobre 2009, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont été relativement semblables à ceux de l'exercice précédent.

Débentures convertibles

En octobre 2009, la Société a émis des débentures convertibles non-garanties d'une valeur de 1,9 millions \$ (« débentures convertibles »). Des frais d'émission de 183 000 \$ ont été encourus et sont présentés en diminution de la dette à long terme et de certaines composantes des capitaux propres. Les débentures convertibles comportent des intérêts annuels de 12 %, payable trimestriellement, viennent à échéance en octobre 2011 et sont de même rang que toutes autres dettes de la Société. Les détenteurs de débentures convertibles peuvent convertir la valeur à l'émission de ces débentures en actions ordinaires au prix défini de 0,06 \$ par action ordinaire, en tout temps pendant une période de 2 ans. Les intérêts payés sur les débentures convertibles sur le terme de deux ans, en n'assumant aucun ajustement pendant leur existence, totaliseront 453 000 \$ si les débentures convertibles se rendent à maturité. Sujet à l'approbation des autorités réglementaires, les intérêts courus peuvent être payés, à la demande des détenteurs de débentures convertibles, en actions ordinaires calculés en fonction de leur valeur équivalente en utilisant les mêmes conditions que celles en vigueur pour la conversion des débentures. Au 31 octobre 2009, la valeur nominale des débentures convertibles s'établissait à 1 885 000 \$.

Conformément aux PCGR canadiens, les débentures convertibles sont comptabilisées selon leur substance et présentées selon leurs composantes de dette à long terme et de capital actions. La composante de passif à long terme a été évaluée, préalablement à l'ajustement, à la date d'émission à la valeur actuelle des versements de capital et d'intérêts exigibles en espèces en vertu des modalités des débentures convertibles en utilisant le modèle de Black et Scholes en prenant en compte une durée de vie prévue de 2 ans, une juste valeur des actions ordinaires à la date de l'émission de 0,06\$, un taux de rendement de l'action nul, une moyenne pondérée de volatilité de 111%, un taux d'intérêt sans risque de 1,26%. La juste valeur de l'option de conversion associée à la débenture à la date d'émission a été estimée à 839 000\$, résultant en un taux d'intérêt effectif de 56,8% en utilisant un taux d'actualisation de 15 %. Les composantes, évaluées individuellement tel que décrit ci-dessus, ont ensuite été ajustées au prorata pour

obtenir chacune des composantes. La différence entre la composante dette, les bons de souscriptions et la valeur nominale des débetures convertibles est constatée comme capitaux propres. La composante passif est accrue à sa valeur nominale par la constatation d'une charge dans les résultats tout au long de sa vie selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'émission des débetures convertibles ont été alloués entre la dette à long terme et certaines composantes des capitaux propres.

Gestion du capital

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique et des caractéristiques de risques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux crédits-bails. Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

Le capital de la Société est composé de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires qui inclut les actions et n'est pas dépendant de restrictions externes.

RISQUES ET INCERTITUDES

Mitec opère dans des segments de l'industrie qui sont chacun sujet à une variété de risques et d'incertitudes. Si l'un des risques suivants se matérialise, les activités, les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société pourraient être largement et défavorablement affectés, tel que décrit ci-bas. Des risques et incertitudes additionnelles présentement inconnus de la Société ou présentement non significatifs pourrait avoir une incidence défavorable sur son exploitation dans le futur.

Incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Les états financiers consolidés se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des huit derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a accumulé un déficit de 123 886 000 millions \$ au 31 octobre 2009. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à réaliser un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société, et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels afin de sécuriser le financement des opérations.
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite.
3. Explorer, sous la guidance du comité fusion et acquisition (composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société), diverses possibilités liées à son expansion et à sa croissance.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la Société a conclu les transactions suivantes afin de diminuer l'impact de certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. La Société a annoncé qu'elle avait développé une nouvelle stratégie très attrayante à l'intention des entreprises de télécommunications qui cherchent à améliorer la bande passante de leur réseau tout en réduisant leurs frais d'exploitation;
- b. La Société a annoncé qu'elle avait obtenu deux nouvelles commandes pour des équipements de sa nouvelle gamme de produits récemment lancée de « Block convertisseur-élévateur MTX » pour TTPO, qui permettent d'augmenter la couverture des réseaux de téléphonie ainsi qu'une commande pour un réseau commuté d'une grande station terrestre de télécommunication, lequel sera utilisé dans le cadre d'un programme d'expansion d'une liaison satellitaire de type montante en Asie ;
- c. La Société a annoncé qu'elle avait prorogé l'échéance de 4 650 000 bons de souscription d'actions ordinaires et de 18 952 279 bons de souscription d'actions ordinaires de douze mois additionnels, soit jusqu'au 30 octobre 2010;
- d. La Société a annoncé qu'elle a commencé à livrer un nouvel amplificateur d'impulsions à haute puissance conçu pour un client du secteur militaire des États-Unis dans le cadre d'un important programme de communications;
- e. La Société a annoncé qu'elle avait conclu un placement privé sous forme de débentures convertibles. Le produit de ces débentures a été utilisé principalement à rembourser un montant de 1,4 millions \$ de débentures convertibles qui venaient à échéance le 17 octobre 2009 et pour augmenter le fonds de roulement.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

Risque lié à l'industrie

Notre succès sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements de nos clients dans des infrastructures sans fil. Nos clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande de nos produits sans fil commerciaux pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur nos produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent notre pouvoir de comprimer les frais en période de ralentissement économique

Dépendance à l'égard de quelques clients

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010, la Société a réalisé 10 % de son chiffre d'affaires auprès d'un client principal. Bien que la Société déploie des efforts considérables pour maintenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

Secteur d'activité des clients

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits de nos clients. Par conséquent, nous écouons nos produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et nous devons incorporer à nos produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Nous choisissons nos clients en évaluant leurs chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci n'est pas assurée. Si nos clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de notre produit aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où nos ventes sont réalisées ou nous empêcher d'offrir nos produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, nos clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de nous imposer une fabrication conjointe ou encore de nous faire directement concurrence, nos produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur nos résultats d'exploitation.

Risque lié à la production

Nos résultats trimestriels ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; notre capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur nos résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas nous dépendons de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de nos produits. Si nous ne parvenons pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, nous risquerons de perdre des clients et notre rentabilité pourra en subir les conséquences.

Notre dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui nous obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer notre capacité de livrer nos produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable que nous subissions une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec nos principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si nous ne parvenions pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de nos clients.

Risque lié à l'exploitation

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

Changements technologiques

Mitec est conscient de la nécessité de demeurer à la fine pointe de la technologie pour satisfaire les nouveaux besoins de ses clients et garantir le flux de rentrées de fonds émanant de ses clients actuels tout en pénétrant de nouveaux marchés. Notre investissement en R et D demeure un élément primordial de notre entreprise, et continuera d'être complété par des techniques provenant de l'extérieur.

Cadres supérieurs et autres employés clés

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin d'atténuer ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

Conjoncture économique

Les récents changements dans la situation économique mondiale représentent un risque pour la Société puisqu'ils peuvent diminuer la capacité des clients de la Société à avoir accès à des sources de financement pour leurs investissements en immobilisations pouvant résulter en des délais dans les commandes et augmenter les fluctuations trimestrielles. Cela pourrait également affecter les activités de la Société. À titre d'exemple, la réduction massive des activités de fabrication suite à des conditions économiques défavorables pourraient entraîner des dépenses significatives reliées au licenciement temporaire ou au congédiement de ses employés. La Société dispose de produits et de technologies qui permettent la réduction des coûts d'opérations en réduisant les coûts reliés à la bande passante pourrait influencer positivement certains clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, à continuer d'acheter de l'équipement.

La base de clientèle de la Société est bien répartie mondialement et n'est pas exclusivement dépendante à une région ou à une autre, cette façon de répartir le risque devrait permettre à la Société de prendre avantage lorsque la reprise économique sera perceptible. Le ralentissement dans la disponibilité du crédit au niveau mondial demeure un risque économique. La situation dans le domaine du crédit est fluide et il demeure difficile de prédire les prochains événements. La Société n'a pas de facilité de crédit et il existe un risque pour la Société qu'une telle facilité serait nécessaire.

Taux d'intérêt

La Société n'est pas exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liés à sa dette à long terme étant donné qu'elle porte intérêt à un taux fixe. Toutefois, une variation des taux d'intérêts n'aurait pas d'incidence sur les résultats ou sur les capitaux propres de la Société.

Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie et équivalents de trésoreries, ses placements à court terme, ses comptes clients et sur ses autres débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou juste valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Aucun client représentaient ni 10 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 octobre 2009 ni 10 % des débiteurs au 31 octobre 2009 (en 2008, deux clients représentaient 32 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 octobre 2008 et 40 % des débiteurs au 31 octobre 2008). Pour la période terminée le 31 octobre 2009, aucun client représentait 10 % des ventes dans le secteur Télécommunications pour les trois mois terminés le 31 octobre 2009 mais un client représentait 24 % des ventes dans le secteur Télécommunications (2008 – deux clients représentaient 92 % des ventes dans le secteur Télécommunications).

Au 31 octobre 2009, l'âge des comptes-clients se détaillait comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	\$
Courant	4 151
31 – 60 jours	1 384
Plus de 61 jours	797
Débiteurs	6 332
Moins : provision pour créances douteuses	(186)
Total	6 147

Risque de liquidités

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie et équivalents de trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les dépenses d'immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et sa croissance des produits par l'émission de nouvelles actions.

Au 31 octobre 2009, la Société disposait d'un fonds de roulement de 11 176 000 \$ (2008 – 14 231 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fonds de roulement suffisants pour s'acquitter de ses obligations financières. Les créditeurs et charges à payer, ainsi que les débetures convertibles viennent tous à échéance à l'intérieur de l'exercice courant.

Conversion de devises

a. Activités canadiennes

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

b. Activités étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd. et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société n'a pas couvert son exposition aux variations de change pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2010, mais a commencé à se protéger face à une appréciation du dollar canadien face aux devises étrangères en utilisant des contrats de change futurs et déterminer ainsi partiellement le taux de change attribuable à l'encaissement prévu de dollars américains. Au 31 octobre 2009, la Société était exposée à un risque de change par le biais de sa trésorerie et équivalents de trésorerie, ses débiteurs et créditeurs, et les charges à payer exprimés en dollars américains et en yuan chinois (RMB) comme suit

	Au 31 octobre 2009	
	RMB	\$ US
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 502 000	392 000
Débiteurs	3 671 000	4 686 000
Créditeurs et charges à payer	3 625 000	1 572 000

Selon les éléments susmentionnés au 31 octobre 2009, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 399 000 \$ / (399 000 \$).

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et aux réglementations environnementales relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

Fluctuation du cours des actions

Le cours de nos actions ordinaires, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que nos concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de nos actions ordinaires s'avère très instable et pourrait le demeurer.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société selon leurs échéances annuelles:

<i>(en milliers de dollars)</i>	Dettes à long terme	Contrats de location-exploitation
	\$	\$
1 an	—	431
2 – 3 ans	1 885	630
4 – 5 ans	—	26
Plus de 5 ans	—	—
	1 885	1 087

ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

ACTIONS ORDINAIRES, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 1 décembre 2009, il y avait 220 666 756 actions ordinaires et 23 602 279 bons de souscription en circulation ainsi que 15 318 050 options d'achat d'actions.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a annoncé son intention de participer à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat d'un maximum de 18 471 135 actions ordinaires représentant 5 % des actions de cette catégorie émises au 27 novembre 2008. L'offre de rachat a débuté en décembre 2008 et pourrait se poursuivre jusqu'en décembre 2009. Conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, un maximum de 10 % de volume d'opérations moyen quotidien des six mois précédents peut être racheté chaque jour, ce qui représente 313 453 actions au 31 octobre 2009. Le nombre d'actions rachetées ainsi que le moment de leur rachat seront fixés par la Société. La totalité des actions rachetées par la Société seront annulées.

En date du 31 octobre 2009, la Société n'avait racheté aucune action ordinaire.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1er mai 2009, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

Écart d'acquisition et actifs incorporels et frais de recherché et de développement

La Société a adopté le nouveau chapitre du Manuel de l'ICCA, chapitre 3064 - « Écart d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement », qui s'appliquent pour la Société à compter du 1er octobre 2008. Ce nouveau chapitre a pour effet de rendre semblant les PCGR au Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation, de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA a publié l'Abrégé du CPN-173, «Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers», qui prévoit que le risque de crédit propre à une entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte pour déterminer la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris d'instruments dérivés. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1er janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'informations

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du deuxième trimestre se terminant le 31 octobre 2011. La Société se conformera à ces nouvelles normes en fonction du calendrier

établi aux termes de celles-ci. La Société est actuellement à l'étape d'évaluation détaillée dans le cadre de laquelle elle analyse l'incidence qu'aura l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES

L'établissement des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés à l'aide des meilleures estimations de la direction fondées sur les hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits, la juste valeur des actifs et passifs acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises, l'évaluation et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'actualisation des débentures convertibles, les obligations légales, la disposition de garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importantes. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés vérifiés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

Évaluation des stocks

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Société évalue la recouvrabilité des actifs à long terme lorsqu'il existe des indices qu'une dépréciation est possible. Pour réaliser cette analyse, au moment où elle établit ses flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs, la Société considère des facteurs comme la conjoncture économique actuelle, les tendances et les perspectives pour l'avenir, la valeur marchande actuelle et d'autres facteurs économiques. Ces estimations pourraient modifier de façon considérable les flux de trésorerie en découlant et les justes valeurs estimatives généralement fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la dépréciation.

Écart d'acquisition

Au moins une fois par année, ou même plus souvent si les conditions le justifient, la Société soumet l'écart d'acquisition à un test de dépréciation qui consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est comptabilisée dans le résultat net. Il n'y a pas eu de dépréciation de l'écart d'acquisition durant l'exercice.

Provision pour créances douteuses

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues en raison de la conjoncture actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

Actifs d'impôts futurs

La Société comptabilise les actifs d'impôts futurs surtout à titre de reports de perte prospectifs et d'écarts temporaires déductibles. La direction évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision pour moins-value. D'après cette évaluation, elle établit s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts futurs se réalisent. Les facteurs pris en compte comprennent le bénéfice futur établi d'après les prévisions internes, les pertes des années antérieures et leur date d'échéance, l'historique des pertes reportées prospectivement, de même que les stratégies raisonnables de planification fiscale.

Provision pour garanties

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits destinés aux microstations terriennes qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et les provisions constituées au 30 avril 2009 et au 30 avril 2008 ont été jugées adéquates.

Rémunération à base d'actions

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 31 octobre 2009, un total de 15 318 050 options sur actions étaient en cours dont 12 765 850 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

Engagements et éventualités

La Société est sujette à différentes réclamations et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliées à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

La Société étudie régulièrement les occasions de regroupement d'entreprises et de dessaisissement qui pourraient accroître la valeur pour les actionnaires.

PERSPECTIVES

Mitec, dont la présence est établie et reconnue sur les marchés des télécommunications sans fil et par satellite, est bien positionnée pour bénéficier de la croissance future reliée au marché des télécommunications encore à un stade de premier développement. La Société utilise sa flexibilité et l'expertise de son équipe d'ingénierie afin de solutionner les problèmes de bande passante, de vitesse, de capacité et de fiabilité reliés à la rapide croissance des télécommunications sans fil dont font face les sociétés de télécommunications partout dans le monde.

La Société possède définitivement un avantage compétitif dans le secteur militaire grâce à la technologie brevetée de Keragis, une filiale dont elle favorise l'éclosion, adressant un marché potentiel de un milliard de dollars dans le domaine des applications militaires nécessitant des communications, micro-ondes ou par radar, de grande puissance et de large bande passante en plus de leurs intégration physiques et électriques.

L'équipe de direction, le conseil d'administration, les conseillers et les consultants de la Société continuent de travailler ensemble afin de s'assurer que Mitec réussira à devenir un joueur dominant sur les marchés identifiés par la Société de manière à devenir profitable.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans ses différents documents est enregistrée, traitée, condensée et présentée fidèlement.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 octobre 2009, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de ses contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 octobre 2009. L'évaluation s'est fondée sur le guide intitulé Internal Control-Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière étaient conçus adéquatement et fonctionnent de manière efficace.

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 octobre 2009 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. Dans l'éventualité imprévisible qu'une omission survienne dans la communication ou les contrôles et procédures internes, ou qu'une erreur de nature importante se produise, la Société compte prendre les mesures nécessaires afin d'en minimiser les conséquences.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 1 décembre 2009. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

Au 1er décembre 2009, 220 666 756 actions ordinaires et 23 602 279 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 15 318 050 options sur actions.



MITEC TELECOM INC.
États financiers consolidés intermédiaires
Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le
31 octobre 2009
(non vérifié)

Les états financiers consolidés intermédiaires inclus dans ce rapport n'ont pas fait l'objet d'un examen par les vérificateurs externes de la Société.

MITEC TELECOM INC.
BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 octobre 2009	Au 30 avril 2009
	\$ Non vérifié	\$ Vérifié
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 277	4 485
Placements à court terme	181	181
Comptes clients	6 147	5 592
Autres débiteurs	579	126
Impôts sur les bénéfices à recevoir	551	323
Stocks (note 5)	6 121	8 088
Charges payées d'avance et autres charges	669	629
Total de l'actif à court terme	16 525	19 424
Immobilisations corporelles	4 982	5 493
Actifs incorporels	2 860	3 263
Écart d'acquisition	1 991	1 991
Placements	25	25
Impôts futurs	202	125
	26 585	30 321
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	5 349	5 449
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 6)	—	1 215
Total du passif à court terme	5 349	6 664
Dette à long terme (note 6)	955	—
	6 304	6 664
Capitaux propres		
Actions ordinaires (note 7)	132 142	132 142
Bons de souscription (note 7)	1 151	1 925
Composante des capitaux propres des débentures convertibles	758	14
Surplus d'apport	10 747	9 836
Déficit	(123 886)	(119 980)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(631)	(280)
Total des capitaux propres	20 281	23 657
	26 585	30 321

Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation (note 1)

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU**

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des données par action et le nombre d'actions)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	2009	31 octobre 2008	2009	31 octobre 2008
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	7 198	10 568	13 905	25 499
Coût des ventes	6 381	8 202	12 053	19 967
Bénéfice brut	817	2 366	1 852	5 532
Charges				
Dépenses de recherche et développement	678	1 136	1 742	2 149
Frais de vente et d'administration	1 647	1 174	2 857	3 248
Amortissement des actifs incorporels	154	273	374	578
Charges financières (note 10)	222	196	376	375
Perte (gain) de changes	(8)	(342)	403	(450)
Dépréciation d'immobilisations corporelles	(50)	351	(25)	351
Rémunération à base d'actions	50	247	109	449
	2 693	3 575	5 836	6 700
Perte avant impôts sur les bénéfices	(1 876)	(1 209)	(3 984)	(1 168)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(39)	(14)	(78)	(28)
Perte nette de la période	(1 837)	(1 195)	(3 906)	(1 140)
Variation nette de la perte de conversion non réalisée des états financiers des filiales étrangères autonomes	(7)	233	(351)	255
Résultat étendu de la période	(1 844)	(962)	(4 257)	(885)
Perte de base et diluée par action ordinaire	(0,01)	(0,01)	(0,02)	(0,01)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 666 776	220 666 776	220 666 776	220 651 370

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)

Non vérifié

	Actions ordinaires		Bons de souscription		Composante des capitaux propres des débetures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	# (000s)	\$	# (000s)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Note	7	7	7	7					
Solde au 30 avril 2008	220 312	132 097	38 016	1 931	46	9 223	(115 372)	(894)	27 031
Émises au terme d'une émission de débetures convertibles	354	61	—	—	(10)	14	—	—	65
Bons de souscription échus	—	—	(187)	(6)	—	6	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	449	—	—	449
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	—	255	255
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	—	(1 140)	—	(1 140)
Solde au 31 octobre 2008	220 666	132 158	37 829	1 925	36	9 692	(116 512)	(639)	26 660
Solde au 30 avril 2009	220 666	132 142	37 829	1 925	14	9 836	(119 980)	(280)	23 657
Émises lors de la conversion des débetures convertibles	—	—	—	—	(14)	28	—	—	14
Émises au terme d'une émission de débetures convertibles	—	—	—	—	758	—	—	—	758
Bons de souscription échus	—	—	(14 226)	(774)	—	774	—	—	—
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	—	109	—	—	109
Autres éléments du résultat étendu pour la période	—	—	—	—	—	—	—	(351)	(351)
Perte nette pour la période	—	—	—	—	—	—	(3 906)	—	(3 906)
Solde au 31 octobre 2009	220 666	132 142	23 603	1 151	758	10 747	(123 886)	(631)	20 281

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

MITEC TELECOM INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(en milliers de dollars canadiens)

Non vérifié

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	2009	31 octobre 2008	2009	31 octobre 2008
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Perte nette	(1 837)	(1 195)	(3 906)	(1 140)
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement de la valeur des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des charges reportées	420	619	889	1 373
Dépréciation d'immobilisations corporelles	(50)	351	(25)	351
Rémunération à base d'actions	50	247	109	449
Charge de désactualisation du passif à long terme	105	118	215	246
Recouvrement d'impôt	(39)	(14)	(78)	(28)
	(1 351)	126	(2 796)	1 251
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation (note 8)	(85)	2 113	591	(306)
Flux de trésorerie d'exploitation	(1 436)	2 239	(2 205)	945
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	73	(152)	(290)	(301)
Acquisition de placements à court terme	(181)	—	(181)	(79)
Vente de placements à court terme	181	—	181	77
Flux de trésorerie d'investissement	73	(152)	(290)	(303)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement de la dette bancaire	1 702	—	1 702	—
Flux de trésorerie de financement	(1 400)	(156)	(1 400)	(250)
Flux de trésorerie de financement	302	(156)	(302)	(250)
Perte de change sur trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	(6)	—	(15)	—
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la fin de la période	(1 067)	1 931	(2 208)	392
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 344	3 245	4 485	4 784
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	2 277	5 176	2 277	5 176

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou la « Société »), qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellites, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, selon laquelle la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités. Au cours des huit derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les ressources financières qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a un déficit cumulé de 123 886 000 \$ au 31 octobre 2009. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états financiers consolidés intermédiaires.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

- Approcher des prêteurs potentiels pour assurer le financement des opérations;
- Analyser les diverses possibilités pour augmenter les activités des télécommunications et des communications par satellite;
- Explorer, sous la guidance du comité fusions et acquisitions (composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société), diverses possibilités liées à son expansion et à sa croissance.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement dans un avenir prévisible. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (« PGCR ») du Canada pour des états financiers intermédiaires et de façon cohérente avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 avril 2009 à l'exception des modifications mentionnées à la note 3 des états financiers intermédiaires. Certains chiffres correspondants du trimestre antérieur ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré. Les

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

présents états financiers ne comprennent pas toute l'information requise par les principes comptables généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels. Cependant, ces états financiers consolidés intermédiaires doivent donc être lus de concert avec les états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 30 avril 2009. Pour une description complète des conventions comptables, veuillez consulter ces états financiers.

Des événements postérieurs à la date du bilan ont été évalués jusqu'au 8 décembre 2009, date à laquelle ces états financiers consolidés intermédiaires ont été déposés par voie électronique sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche des Autorités canadiennes des valeurs mobilières (« SEDAR »).

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1er mai 2009, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

Écart d'acquisition et actifs incorporels et frais de recherché et de développement

La Société a adopté le nouveau chapitre du Manuel de l'ICCA, chapitre 3064 - « Écart d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement », qui s'appliquent pour la Société à compter du 1er octobre 2008. Ce nouveau chapitre a pour effet de rendre semblant les PCGR au Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation, de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA a publié l'Abrégé du CPN-173, «Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers», qui prévoit que le risque de crédit propre à une entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte pour déterminer la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris d'instruments dérivés. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

4. NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1er janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont

4. NOUVELLES NORMES COMPTABLES (suite)

équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'informations

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. La Société a débuté le processus de conversion de ses états financiers aux normes IFRS durant le troisième trimestre de 2009. La Société est actuellement à l'étape d'évaluation détaillée dans le cadre de laquelle elle analyse l'incidence qu'aura l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

5. STOCKS

	Au 31 octobre 2009	Au 31 octobre 2008
		\$
Matières premières et composantes acquises	3 759	5 428
Produits en cours	1 608	1 836
Produits finis	753	900
	6 121	8 164

Le montant des stocks compris dans le coût des ventes s'élève à 3 787 000 \$ (2008 – 5 628 000 \$) pour les trois mois terminés le 31 octobre 2009 et 7 275 000 \$ (2008 – 16 179 000 \$) pour les six mois terminés le 31 octobre 2009.

6. DETTE À LONG TERME

	Au 31 octobre 2009	Au 31 octobre 2008
		\$
a) Emprunt à terme auprès d'Investissement Québec, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 3,5 % \$ remboursable en 60 versements mensuels de 62 500 \$, remboursé en février 2009	—	172
b) Débentures convertibles portant intérêt à 10% et venant à échéance en octobre 2009	—	885
c) Débentures convertibles portant intérêt à 12% et venant à échéance en octobre 2011	955	—
	955	1 057
Moins : tranche échéant à moins d'un an	—	1 057
	995	—

6. DETTE À LONG TERME (suite)

Débetures convertibles

En octobre 2009, la Société a émis des débetures convertibles non-garanties d'une valeur de 1,9 millions \$ (« débetures convertibles »). Des frais d'émission de 183 000 \$ ont été encourus et sont présentés en diminution de la dette à long terme et de certaines composantes des capitaux propres. Les débetures convertibles comportent des intérêts annuels de 12 %, payable trimestriellement, viennent à échéance en octobre 2011 et sont de même rang que toutes autres dettes de la Société. Les détenteurs de débetures convertibles peuvent convertir la valeur à l'émission de ces débetures en actions ordinaires au prix défini de 0,06 \$ par action ordinaire, en tout temps pendant une période de 2 ans. Les intérêts payés sur les débetures convertibles sur le terme de deux ans, en n'assumant aucun ajustement pendant leur existence, totaliseront 453 000 \$ si les débetures convertibles se rendent à maturité. Sujet à l'approbation des autorités réglementaires, les intérêts courus, à la demande des détenteurs de débetures convertibles, peuvent être payés en actions ordinaires calculés en fonction de leur valeur équivalente en utilisant les mêmes conditions que celles en vigueur pour la conversion des débetures. Au 31 octobre 2009, la valeur nominale des débetures convertibles s'établissait à 1 885 000 \$.

Conformément aux PCGR canadiens, les débetures convertibles sont comptabilisées selon leur substance et présentées selon leurs composantes de dette à long terme et de capital actions. La composante de passif à long terme a été évaluée, préalablement à l'ajustement, à la date d'émission à la valeur actuelle des versements de capital et d'intérêts exigibles en espèces en vertu des modalités des débetures convertibles en utilisant le modèle de Black et Scholes en prenant en compte une durée de vie prévue de 2 ans, une juste valeur des actions ordinaires à la date de l'émission de 0.06\$, un taux de rendement de l'action nul, une moyenne pondérée de volatilité de 111%, un taux d'intérêt sans risque de 1,26%. La juste valeur de l'option de conversion associée à la débenture à la date d'émission a été estimée à 839 000\$, résultant en un taux d'intérêt effectif de 56.8% en utilisant un taux d'actualisation de 15 %. Les composantes, évaluées individuellement tel que décrit ci-dessus, ont ensuite été ajustées au prorata pour obtenir chacune des composantes. La différence entre la composante dette, les bons de souscriptions et la valeur nominale des débetures convertibles est constatée comme capitaux propres. La composante passif est accrue à sa valeur nominale par la constatation d'une charge dans les résultats tout au long de sa vie selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'émission des débetures convertibles ont été alloués entre la dette à long terme et certaines composantes des capitaux propres.

7. CAPITAL ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions sont déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

Actions ordinaires émises et en circulation

Le capital-actions émis et en circulation est présenté dans les états consolidés intermédiaires des capitaux propres.

7. CAPITAL ACTIONS (suite)

Bons de souscription

Le nombre de bons de souscription en circulation s'établit comme suit :

Prix d'exercice	Au 31 octobre 2009		Au 31 octobre 2008	
	Date d'expiration	# (000)	Date d'expiration	# (000)
0,10	30 octobre 2010	4 651	3 avril 2009	4 651
0,18	—	—	17 octobre 2009	13 888
0,22	30 octobre 2010	18 952	30 mars 2009	19 290
		23 603		37 829

Résultat par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires s'établit comme suit :

	Au 31 octobre	
	2009	2008
	#	#
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 666 776	220 651 370
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	—	150 000
Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 666 776	220 801 370

Pour les périodes terminées les 31 octobre 2009 et 2008, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription potentiellement exerçables a été antidilutif; la perte de base et la perte diluée par action sont donc égales.

Rémunération à base d'actions

La Société utilise la méthode basée sur le modèle d'évaluation de Black et Scholes afin de comptabiliser la charge de rémunération à base d'actions. La juste valeur des options attribuées durant chacune des périodes a été estimée selon le modèle d'évaluation de Black Scholes en fonction de la moyenne pondéré des hypothèses suivantes :

	31 octobre 2009	31 octobre 2008
		#
Volatilité	105%	97%
Taux d'intérêt sans risque	2,7%	3%
Taux de rendement	0%	0%
Durée de vie, en années	5	5
Juste valeur moyenne pondérée à la date de l'attribution	0,07 \$	0,085\$

Les changements apportés au nombre d'options sur actions en circulation attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

	Au 31 octobre 2009		Au 31 octobre 2008	
		\$		\$
Solde au début de la période	14 818 050	0,19	14 533 950	0,41
Attribuées	500 000	0,07	150 000	0,09
Annulées	—	—	(359 900)	0,25
Échues	—	—	(568 000)	1,36
Solde à la fin de la période	15 318 080	0,19	13 756 050	0,20
Options exerçables à la fin de la période	12 765 850	0,20	9 422 167	0,20

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En 2009, la Société a annoncé son intention de participer à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat d'un maximum de 11 033 337 actions ordinaires représentant 5 % des actions de cette catégorie émises au 27 novembre 2008. L'offre de rachat a débuté en décembre 2008 et pourrait se poursuivre jusqu'en décembre 2009. Conformément

7. CAPITAL ACTIONS (suite)

aux exigences de la Bourse de Toronto, un maximum de 10 % de volume d'opérations moyen quotidien des six mois précédents peut être racheté chaque jour, ce qui représente 313 435 actions au 30 octobre 2009. Le nombre d'actions rachetées ainsi que le moment de leur rachat seront fixés par la Société. La totalité des actions rachetées par la Société seront annulées.

En date du 31 octobre 2009, la Société n'a racheté aucune action ordinaire.

8. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liées aux activités poursuivies se présentent comme suit :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	2009	31 octobre 2008	2009	31 octobre 2008
	\$	\$	\$	\$
Comptes clients et autres débiteurs	(278)	5 753	(1 008)	(734)
Stocks	1 281	590	1 968	595
Charges payées d'avance et autres charges	265	(160)	(41)	(53)
Impôts sur les bénéfices à recevoir	(197)	(25)	(228)	200
Créditeurs et charges à payer	(1 569)	(4 047)	(100)	(314)
	(85)	2 111	591	(306)
Intérêts payés	145	147	149	161
L'amortissement des immobilisations corporelles a été comptabilisé comme suit :				
Coût des ventes	209	157	423	348
Frais de vente et d'administration et recherche et développement	54	59	88	126
	264	216	511	474
L'amortissement des actifs incorporels a été comptabilisé comme suit :				
Coût des ventes	2	—	5	—
Frais de vente et d'administration et recherche et développement	154	273	373	578
	156	273		578
L'amortissement des charges reportées compris a été comptabilisé comme suit :				
Coût des ventes	—	79	—	195
Frais de vente et d'administration et recherche et développement	—	51	—	126
	—	130	—	321

9. INFORMATIONS SECTORIELLES

a) Informations sectorielles utilisées par la direction

Mitec organise son entreprise en deux secteurs d'activité principaux afin de prendre des décisions de gestion et d'évaluer le rendement. Ces secteurs d'activités sont les télécommunications («Télécommunications»), et les communications par satellites et terrestres («Satellites»). La Société exerce actuellement ses activités au Canada, en Chine et aux États-Unis.

9. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)

Le secteur Télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires. Le secteur Satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les satellites et les microstations terriennes. Ce secteur génère aussi des produits de ses applications reliées aux amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide (« SSPA »), composées de plusieurs propriétés intellectuelles et protégées par des brevets, principalement pour les communications des gouvernements, des principales firmes d'intégration des communications militaires ainsi que les systèmes radar.

La direction calcule le rendement de chaque secteur en fonction du bénéfice brut, puisque les autres charges ne peuvent être attribuées à chaque secteur individuel. De plus, les secteurs se partagent certains stocks et immobilisations.

Les informations pour chaque secteur pour les trois mois terminés les 31 octobre se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	2 003	4 073	5 196	6 495	7 198	10 568
Coût des produits vendus	2 050	3 502	4 330	4 700	6 381	8 202
Bénéfice brut (perte brute)	(48)	571	865	1 795	817	2 366
Charges					2 693	3 575
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					(39)	(14)
Perte nette de la période					(1 837)	(1 195)

Les informations pour chaque secteur pour les six mois terminés les 31 octobre se résument comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Montants consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	4 190	14 467	9 715	11 032	13 905	25 499
Coût des produits vendus	4 101	11 811	7 952	8 156	12 053	19 967
Bénéfice brut	90	2 656	1 763	2 876	1 852	5 532
Charges					5 836	6 700
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					(78)	(28)
Perte nette de la période					(3 906)	(1 140)

La ventilation des actifs pour chaque secteur est la suivante :

	Au 31 octobre 2009		
	Télécommunications	Satellites	Total
	\$	\$	\$
Actifs à court terme	3 735	10 643	14 378
Actifs à long terme	2 270	7 804	10 074
	6 005	18 447	24 452
Autres			2 133
			26 585

9. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)

	Au 31 octobre 2008		
	Télécommunications	Satellites	Total
	\$	\$	\$
Actifs à court terme	9 072	12 978	22 050
Actifs à long terme	2 940	9 958	12 898
	12 012	22 936	34 948
Autres			4 282
			39 230

b) Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la région de production géographique :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	31 octobre		31 octobre	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Canada	5 545	6 392	10 359	11 774
États-Unis	550	709	711	844
Asie	1 466	3 836	3 392	14 095
Inter-pays	363	(369)	(557)	(1 214)
	7 198	10 568	13 905	25 499

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	31 octobre		31 octobre	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Canada	840	394	1 301	536
États-Unis	2 354	4 574	5 264	6 662
Europe	1 958	1 414	3 190	2 366
Asie	820	1 326	1 452	11 991
Autres	1 226	2 860	2 698	3 944
	7 198	10 568	13 905	25 499

10. CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	31 octobre		31 octobre	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	—	6	—	13
Intérêts sur les débentures convertibles	113	65	147	100
Charge de désactualisation du passif à long terme	105	118	215	246
Frais bancaires et autres frais	8	13	21	27
Revenus d'intérêts	(4)	(6)	(7)	(13)
	222	196	376	373

11. GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux crédits-bails.

Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires

La capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes.

	Au 31 octobre	
	2009	2008
	\$	\$
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	955	1 057
Capitaux propres	20 281	26 660
	21 236	27 717

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers en date du 31 octobre 2009 et du 31 octobre 2008 ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives se présentent comme suit :

	Actifs détenus	Disponible à la vente	Prêts et créances	Autres passifs financiers	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 31 octobre 2009						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 277	—	—	—	2 277	2 277
Placements à court terme	—	181	—	—	181	181
Comptes clients	—	—	6 147	—	6 147	6 147
Autres débiteurs	—	—	579	—	579	579
Placements	—	25	—	—	25	25
Créditeurs et charges à payer	—	—	—	5 349	5 349	5 349
Dette à long terme et convertible débetures	—	—	—	955	955	955
Au 31 octobre 2008						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 176	—	—	—	5 176	5 176
Placements à court terme	—	79	—	—	79	79
Comptes clients	—	—	10 854	—	10 854	10 854
Autres débiteurs	—	—	739	—	739	739
Placements	—	25	—	—	25	n/a
Créditeurs et charges à payer	—	—	—	11 026	11 026	11 026
Dette à long terme et convertible débetures	—	—	—	1 057	1 057	1 057

13. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à certains risques d'ordre financier, notamment les risques liés au crédit, aux liquidités, aux taux de change et d'intérêt.

Facteur de risques

Le programme de gestion des risques de la Société cherche à minimiser les effets potentiellement négatifs de ces risques sur la performance financière de la Société et ultimement la valeur pour ses actionnaires. La Société gère ses risques et son exposition aux risques par une combinaison de pratiques commerciales loyales, des instruments dérivés, un système de contrôles internes et un système de contrôles sur les informations à fournir.

Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie et équivalents de trésoreries, ses placements à court terme, ses comptes clients et sur ses autres débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou juste valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Aucun client représentait plus que 10 % du chiffre d'affaires de la période terminée le 31 octobre 2009 et 10 % des débiteurs au 31 octobre 2009 (en 2008, deux clients représentaient 32 % du chiffre d'affaires du trimestre terminé le 31 octobre 2008 et 40% des débiteurs au 31 octobre 2008). Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, aucun client (2008 – un) ne représentait plus que 10 % des ventes dans le secteur télécommunications (2008 – un client représentait 84 % des ventes dans le secteur télécommunications).

L'âge des comptes-clients se détaillait comme suit:

	Au 31 octobre	
	2009	2008
	\$	\$
Courant	4 151	6 127
31 – 60 jours	1 384	3 835
Plus de 61 jours	979	1 126
Débiteurs	6 332	11 089
Moins : provision pour créances douteuses	(186)	(234)
	6 147	10 854

Risque de liquidité

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie et équivalents de trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les dépenses d'immobilisations ainsi que les

13. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et sa croissance des produits par l'émission de nouvelles actions.

Au 31 octobre 2009, la Société disposait d'un fonds de roulement de 11 176 000 \$ (2008 – 14 231 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fond de roulement suffisants pour s'acquitter de ses obligations financières. Les créditeurs et charges à payer, ainsi que les débetures convertibles viennent tous à échéance à l'intérieur de l'exercice courant.

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société :

	Dettes à long terme	Contrats de location-exploitation
Date d'échéance	\$	\$
Moins d'un an	—	431
2 – 3 ans	1 885	630
4 – 5 ans	—	26
Obligations contractuelles totales	1 215	1 087

Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société n'a pas couvert son exposition aux variations de change. Au 31 octobre 2009, la Société était exposé à un risque de change par le biais de sa trésorerie et équivalents de trésorerie, ses débiteurs et créditeurs, et les charges à payer exprimés en dollars américains et en yuan (RMB) comme suit :

	Au 31 octobre 2009	
	RMB	\$ US
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 502 000	392 000
Débiteurs	3 671 000	4 686 000
Créditeurs et charges à payer	3 625 000	1 572 000

Selon les éléments susmentionnés au 31 octobre 2009, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 399 \$ / (399 \$).

Risque du taux d'intérêt

La principale source de risque de fluctuation des taux d'intérêts auquel la Société est exposée est le risque d'intérêt associé à la détermination de la juste valeur de ses obligations. Toutefois, une variation des taux d'intérêts n'aurait pas d'incidence sur les résultats ou sur les capitaux propres de la Société.